

Élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024  $10^{\rm eme}$  circonscription des français de l'étranger

## MAIN DANS LA MAIN AVEC LE SUD PLANÉTAIRE

Odile Mojon-Cheminade

Christophe Lavernhe

Suppleant



Souveraineté monétaire et industrielle pour pouvoir agir dans le monde.



**Coopération privilégiée avec le Sud planétaire et les BRICS+.**Appel aux diasporas à y participer.



Plan Oasis au Moyen-Orient et projet Sula Ya Amani dans la région des Grands Lacs pour faire face aux pénuries d'eau et d'énergie.



**Cessez-le feu et reconnaissance immédiate de l'État palestinien,** négociation de toutes les parties sur la base du Plan Oasis que je propose.



Conférence internationale pour une nouvelle architecture de sécurité et de développement pour mettre fin à l'escalade des tensions au Moyen-Orient et au risque de guerre nucléaire entre l'OTAN et la Russie.



Préserver nos jeunes de la drogue, des écrans et des GAFAM.

Une éducation qui aborde l'histoire des pays d'accueil,
cultive l'appétit des jeunes pour le savoir, développe leurs
capacités créatrices, scientifiques et culturelles afin
qu'ils puissent défendre un ordre plus
juste et y participer sans restriction.





**Soutien à nos réseaux de collèges, lycées et Alliances françaises** pour porter cette politique gagnant/gagnant.

Ne vous laissez voler l'élection ni par les fauteurs de guerre ni par les hypocrites de tous bords, qui disent «paix» et réarment à tout va !

Il nous faut une assemblée anti-guerre, anti-OTAN.



es élections législatives des 30 juin et 7 juillet ont une importance qui dépasse de loin nos frontières. Elles se déroulent dans un contexte de danger imminent de guerre généralisée, dont le déclencheur peut être la guerre entre l'OTAN et la Russie ou celle menée par Israël contre le Hamas à Gaza.

Si je suis candidate dans la  $10^{\rm ème}$  circonscription des Français de l'étranger, c'est d'abord pour promouvoir **une politique de paix** – aujourd'hui d'une extrême urgence – sachant que pour être viable sur le long terme, elle doit être ancrée dans le développement des infrastructures civiles des pays, pour le bien des peuples.

Bien que ma circonscription n'englobe pas Israël ni la Palestine, je ne saurais faire l'impasse sur la tragédie qui se déroule sous nos yeux à Gaza, gagnant progressivement la Cisjordanie et affectant directement le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Egypte. Autant il faut entendre la légitime douleur et la colère des familles des victimes du 7 octobre, autant le paroxysme de violence, de cruauté et d'inhumanité infligé depuis des mois à des civils palestiniens ne résoudra rien, et ne fera qu'empirer la situation en nourrissant le cycle fatidique de la haine et de la vengeance. C'est pourquoi je demande la mise en place d'un cessez-le-feu immédiat et la reconnaissance dans les plus brefs délais d'un État palestinien, en engageant des négociations entre toutes les parties sur la base du **Plan Oasis** (que je présente ci-dessous). Ce sera le point de départ de la reconstruction de Gaza, dont la mission doit être prise en charge par les pays de la région, au bénéfice de tous, et devra s'étendre à la Syrie et à l'Irak, dont les infrastructures ont été ravagées par la guerre.

La logique de guerre qui domine actuellement le monde est engendrée par l'effondrement d'un système financier prédateur à l'agonie. Face à cela, se lèvent la dynamique portée par les BRICS et la juste volonté du Sud planétaire de prendre son destin en main. L'Afrique du Sud en est une illustration par sa décision de défendre le Droit international, en déposant sa requête contre Israël devant la Cour internationale de justice pour suspicion de génocide à Gaza, acquérant de ce fait un statut de référence morale pour nombre de pays qui refusent l'arbitraire du monde occidental.

Mais la dynamique des BRICS, c'est aussi la possibilité pour l'Afrique et le Moyen-Orient de déployer leur gigantesque potentiel et, pour la France, l'occasion de repartir sur de nouvelles bases en donnant un sens tangible à la coopération, par des projets communs répondant aux besoins vitaux des pays de la 10ème circonscription en matière d'eau, d'énergie et de transports.

Si je suis élue, je mettrai à contribution les savoirfaire, les compétences et l'expérience de la France dans des domaines stratégiques (dont le nucléaire et l'espace) pour répondre à cette triple exigence, en proposant des partenariats sur deux projets que leur effet de levier rend prioritaires :

- Le Plan Oasis pour le Moyen-Orient, visant à s'attaquer à la sécheresse endémique qui affecte les pays de la 10ème circonscription. Il s'agit de garantir un approvisionnement en eau répondant aux besoins de tous. Ce plan envisage les différences composantes pour y parvenir, depuis la gestion de l'eau en tant que telle (récupération et stockage, production d'eau douce, assainissement, distribution) jusqu'aux grandes infrastructures à même de relier et d'irriguer le territoire.
- Le projet Sula Ya Amani pour l'Afrique des Grands Lacs. Il s'agit ici du développement intérieur de l'Afrique en reliant le Nil, le Congo et le Zambèze, ce qui permettra de répondre aux besoins de production hydroélectrique et de transports lourds. Conçu par des Africains, il doit être soutenu par la France et j'y œuvrerai. Ce projet sera également le vecteur idéal du développement entre l'Afrique francophone, anglophone et lusophone, basé sur une coopération entre la France et les pays membres des BRICS.

La dynamique impulsée par les BRICS, au même titre que le développement mutuel que je propose, nécessite la mise en place d'une nouvelle architecture de développement et de sécurité. La France devrait y jouer un rôle pionnier. Ceci implique de rompre avec l'ordre financier de la City de Londres et de Wall Street, rupture que la majorité des Français appellent de leurs vœux.

Mon engagement est celui d'une politique gagnant/ gagnant, dans laquelle les Français établis hors de Françe seront plus que jamais le pont entre différentes cultures et la sève des relations entre nos pays. A cette fin, j'aurai à cœur de soutenir les réseaux de l'AEFE et les Alliances françaises, mais aussi de reprendre et d'étendre la coopération scientifique et culturelle (par exemple, les fouilles archéologiques ou la sauvegarde des patrimoines) dans les trop nombreux endroits où elle a été abandonnée. La France est un pays de mémoire, qui doit veiller à faire connaître et partager celle des autres.

Travailler « Main dans la main avec le Sud planétaire » ne saurait se réduire à une simple formule. C'est un antidote au poison de la guerre et une perspective aussi exigeante qu'exaltante, sur le chemin d'une amitié et d'une complémentarité fructueuse entre nos peuples.



